

# BRÈVES SECTORIELLES

## Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi  
N°2024-18 du 18 décembre 2024

## En bref

### Énergie

1. **Bangladesh** : Aucune entreprise internationale n'a participé aux enchères pour l'exploration gazière et pétrolière dans la Baie du Bengale.
2. **Sri Lanka** : La Banque asiatique de développement approuve un prêt de 200 M USD pour moderniser le secteur de l'électricité au Sri Lanka.
3. L'entreprise indienne productrice d'électrolyseurs Greenzo s'associe avec la PME française EODev pour la production de groupes électrogènes à hydrogène.
4. Les développeurs de capacité solaire ne pourront plus utiliser de cellules photovoltaïques produites à l'étranger dès 2026 en Inde pour répondre aux appels d'offres publiques.
5. L'Inde poursuit son soutien à la filière charbon avec la 11ème mise aux enchères de mines et le soutien à la gazéification du charbon.

### Transports

6. **Sri Lanka** : Le port de Hambantota modernise ses infrastructures avec un investissement de 41 M USD pour augmenter sa capacité de manutention et diversifier ses services.

## Ville

7. L'Inde approuve le corridor Rithala - Kundli pour étendre le métro de Delhi, avec un investissement de 750 M USD.
8. L'association des Ateliers de Cergy, avec le soutien de la France, a organisé un atelier international sur la gestion de l'eau et l'urbanisation à Hyderabad.
9. 46 % des logements construits dans le cadre du programme *Housing for All* pour les citoyens les plus pauvres restent vacants.

## Environnement

10. **Pakistan** : Lancement d'une coopération entre la France et le Pakistan sur la qualité de l'air à Lahore.
11. L'Inde propose un fonds multilatéral dans le cadre de la cinquième session de négociations pour approuver un traité international contre la pollution plastique.

## Numérique

12. **Bangladesh** : Les autorités bangladaises annulent un projet de transit de bande passante vers les Etats du nord-est de l'Inde.
13. L'Inde investit dans la recherche et la formation d'ingénieurs spécialisés dans le domaine des semi-conducteurs, avec une ampleur limitée.
14. L'Inde se dit ouverte à une plus grande responsabilisation des réseaux sociaux et à la gouvernance de l'IA.

# Énergie

## Bangladesh

### Aucune entreprise internationale n'a participé aux enchères pour l'exploration gazière et pétrolière dans la Baie du Bengale

Le 10 mars dernier, le Bangladesh a lancé un appel d'offres international pour la prospection de pétrole et de gaz dans le golfe du Bengale. Malgré une extension de quelques mois pour la soumission, Petrobangla, l'agence publique à l'origine de l'appel d'offres, vient d'annoncer qu'aucune entreprise internationale du secteur gaz/pétrole n'a soumissionné. Plusieurs avaient pourtant manifesté leur intérêt en début d'année 2024.

Cet appel d'offres concerne l'attribution de 24 zones offshore (15 en eau profonde et 9 en eau peu profonde). Le gouvernement avait réformé les documents contractuels (*production-sharing contract*) afin de rendre l'exploration plus attractive.

L'objectif du gouvernement est de pallier les récentes pénuries d'approvisionnement et la montée du prix des énergies fossiles depuis le début de la guerre en Ukraine. Pour rappel, la production de gaz naturel onshore au Bangladesh en 2023 a continué de chuter pour atteindre en moyenne 59,1 M m<sup>3</sup> par jour, soit une diminution d'environ 22% par rapport aux données de 2015. La production domestique ne représente ainsi plus que la moitié des besoins du pays, contraignant à recourir de plus en plus à des importations de GNL.

[En savoir plus](#)

## Sri Lanka

### La Banque asiatique de développement approuve un prêt de 200 M USD pour moderniser le secteur de l'électricité au Sri Lanka

La Banque asiatique de développement (BAD) a approuvé un prêt de 200 M USD pour moderniser le secteur de l'électricité au Sri Lanka. L'objectif est de renforcer la fiabilité des réseaux de distribution, tout en facilitant l'intégration des énergies renouvelables. Le projet soutient les réformes nécessaires pour développer les énergies renouvelables de manière compétitive, réduire les coûts de production et minimiser les interruptions d'électricité.

Le Sri Lanka, qui a atteint 100 % d'électrification des foyers en 2016, vise à produire 70 % de son électricité à partir d'énergies renouvelables d'ici 2030 et à atteindre la neutralité carbone en 2050. Ce projet vise à améliorer la résilience climatique, augmenter la capacité des réseaux électriques et intégrer les énergies renouvelables via de nouvelles infrastructures, telles que des lignes de transport de haute tension, des sous-stations et un système de stockage d'énergie par batterie. Le projet inclut également des systèmes de gestion du réseau, comme le SCADA, pour une meilleure supervision et distribution de l'énergie.

La BAD soutient également des réformes pour améliorer la viabilité financière du secteur et le développement des énergies renouvelables. Une partie du financement sera utilisée pour renforcer les capacités des principales entreprises d'électricité du

pays, le Ceylon Electricity Board (CEB) et la Lanka Electric Company (LECO), et pour promouvoir l'intégration des énergies renouvelables dans le pays. Une attention particulière sera donnée à la formation et au soutien des femmes dans le secteur, avec des programmes sur l'utilisation sûre de l'électricité et l'adoption d'énergie propre. Le financement est garanti par le gouvernement sri lankais, avec 150 M USD destinés au CEB et 50 M USD à la LECO.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

## L'entreprise indienne productrice d'électrolyseurs Greenzo s'associe avec la PME française EODev pour la production de groupes électrogènes à hydrogène

Greenzo Energy India (GEIL), un fabricant indien d'électrolyseurs alcalins, s'associe à la PME française EODev (Energy Observer Developments) pour développer des groupes électrogènes à hydrogène en Inde et au Népal. Cette collaboration vise à assembler localement les produits EODev. Ce partenariat stratégique d'une durée de 20 ans permettra à GEIL de distribuer et d'assurer la maintenance des générateurs de son partenaire. Fondée en 2019, EODev est une entreprise soutenue par de grands investisseurs tels que Toyota et Accor. Elle conçoit des technologies hydrogène à faible émission, adaptées à des secteurs clés. Ainsi, en Inde, le marché des générateurs à hydrogène est estimé à 20 M USD, car ces équipements sont déjà largement utilisés dans plusieurs secteurs. Environ 80 millions de générateurs alimentent exclusivement les tours de télécommunications, mais ils sont également employés dans les centres de données, micro-réseaux électriques, les exploitations agricoles, la défense et les transports. Le projet devrait ainsi générer un chiffre d'affaires de 10 M USD dès la première année.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

## Les développeurs de capacité solaire ne pourront plus utiliser de cellules photovoltaïques produites à l'étranger dès 2026 en Inde pour répondre aux appels d'offres publics

À partir du 1er juin 2026, les développeurs renouvelables présents en Inde ne pourront utiliser que des cellules photovoltaïques fabriquées dans le pays pour répondre aux appels d'offres gouvernementaux. Ces cellules devront figurer sur une liste approuvée par le gouvernement, intitulée *Approved List of Models and Manufacturers* (ALMM) afin de stimuler la production nationale. Des entreprises telles que Tata Power ont récemment inauguré une usine de fabrication de cellules de 4,3 GW dans le sud de l'Inde, et Reliance Industries prévoit de lancer la première phase de sa production intégrée de cellules et de modules solaires, d'une capacité de 20 GW, d'ici la fin de l'année dans l'État du Gujarat. Par ailleurs, le groupe Adani possède déjà une usine de 4 GW dans la même région. D'autres entreprises, comme Waaree Energies, Vikram Solar et Solex Energy, ont également prévu de développer des capacités de production de cellules.

L'ALMM, déjà en place pour les modules solaires qui regroupent plusieurs cellules solaires pour produire de l'électricité, a entraîné des difficultés d'approvisionnement par le passé. En effet, les entreprises indiennes avaient du mal à répondre à la demande, tant sur le plan économique, car les modules chinois étaient beaucoup

moins chers, que sur le plan technique. Actuellement, l'Inde dispose d'une capacité de production de modules solaires d'environ 80 GW, mais sa capacité de fabrication de cellules ne s'élève qu'à environ à 7 GW. Les fabricants indiens s'appuient en grande partie sur des cellules importées, principalement en provenance de Chine, qui alimente environ 70% de la production d'énergie solaire du pays.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

## L'Inde poursuit son soutien à la filière charbon avec la 11ème mise aux enchères de mines et le soutien à la gazéification du charbon

Le ministère indien du Charbon a lancé la 11ème mise aux enchères commerciales de mines de charbon le 5 décembre avec 27 blocs de charbon disponibles. 20 mines ont été proposées, dont dix totalement explorées et 10 partiellement explorées. De plus, sept mines supplémentaires sont issues de précédentes enchères n'ayant pas trouvé preneur à deux reprises. Ces mines, principalement composées de charbon non-coké, sont destinées à répondre aux besoins énergétiques croissants de l'Inde. Elles devraient générer des revenus annuels d'environ 145 M USD à leur capacité maximale et offrir près de 19 000 emplois.

En parallèle, le ministère du Charbon poursuit son initiative de gazéification du charbon, avec l'attribution de lettres d'engagement (LOA) pour des projets sélectionnés dans le cadre du *Financial Incentive Scheme for Promotion of Coal Gasification*, d'une valeur totale de 850 M USD. Ce programme vise à atteindre 100 M tonnes de gazéification du charbon d'ici 2030 en soutenant financièrement des entreprises publiques indiennes et des projets pilotes. La gazéification du charbon est un procédé chimique qui transforme le charbon en gaz de synthèse (syngaz) pour produire de l'énergie ou des produits chimiques. Trois projets ont été sélectionnés, chacun bénéficiant d'un financement de 1 350 M INR. (i) Bharat Coal Gasification and Chemicals Limited produirait dans l'Etat de l'Odisha 0,66 MMTPA (millions de tonnes métriques par an) d'ammonium nitrate, produit à partir du charbon. (ii) Coal India Limited se concentrerait sur la production de gaz naturel synthétique (SNG) dans l'Etat du Maharashtra avec une capacité de 1,83 MMSCMD (millions de mètres cubes standard par jour, (iii) tout comme le consortium CIL-GAIL dans l'Etat du Bengale-Occidental. De plus, un projet pilote à petite échelle de New Era Cleantech a également été sélectionné : il vise à transformer le charbon en éthanol (18 KTPA) tout en capturant 20 144 MT d'émissions de CO<sub>2</sub> grâce à des technologies de capture et stockage du carbone (CCUS).

[En savoir plus, en savoir plus, en savoir plus, en savoir plus](#)

# Transports

## Sri Lanka

Le port de Hambantota modernise ses infrastructures avec un investissement de 41 M USD pour augmenter sa capacité de manutention et diversifier ses services

Le Hambantota International Port Group (HIPG) a annoncé un investissement de 41 M USD pour installer des technologies de pointe au port international de Hambantota (HIP). Cela comprend l'installation de quatre grues de quai (QC) et de treize grues à portique sur pneus (RTG), ce qui permettra d'augmenter la capacité de manutention à 1 M d'EVP d'ici janvier 2025. Les nouvelles grues disposent d'une capacité plus importante, avec des grues QC capables de soulever jusqu'à 75 tonnes et des RTG ayant une capacité de 41 tonnes. Ces équipements modernes sont dotés de technologies avancées, comme l'automatisation et la sécurité anticollision, et sont conçus pour soutenir les initiatives portuaires écologiques. Ces ajouts viennent compléter les équipements existants du port et amélioreront ses capacités, notamment pour le transbordement de conteneurs. Un service de rabattement entre Hambantota et Colombo est également prévu pour améliorer le réseau de transport côtier. Ce développement est crucial pour renforcer l'économie du Sri Lanka, en particulier pour la croissance industrielle dans le sud du pays et pour atteindre l'objectif de traiter 10 M d'EVP entre 2025 et 2026.

HIP a réalisé sa première opération de transfert commercial de navire à navire (STS) pour des cargaisons liquides, marquant une étape importante dans son développement. En collaboration avec la société Shipload Maritime de Singapour, HIP a facilité le transfert de 3 170 tonnes de gaz de pétrole liquéfié (GPL) entre les navires IVAN6 et GAS CHALLENGER, ce dernier étant exploité par Laugfs Holdings. Cette opération répond à la demande croissante de GPL, particulièrement pour soutenir la distribution vers l'usine de Laugfs à Colombo.

HIP, qui a commencé à gérer des cargaisons liquides en 2021, se positionne désormais comme un acteur clé dans la manutention de cargaisons liquides dans la région, offrant des services STS qui étaient auparavant uniquement disponibles aux Maldives. Le port vise à devenir une alternative stratégique pour les transferts de marchandises liquides dans l'océan Indien, soutenant ainsi les secteurs de l'énergie et du fret de la région. Les responsables de HIP soulignent que cette première opération STS ouvre la voie à de futures initiatives et à l'expansion des services portuaires pour répondre aux besoins croissants des clients, tout en contribuant à l'image internationale du Sri Lanka en tant que centre logistique majeur.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

## Ville

### L'Inde approuve le corridor Rithala - Kundli pour étendre le métro de Delhi, avec un investissement de 750 M USD

Ce nouveau corridor d'une longueur de 26 km permettra d'étendre le réseau du métro de Delhi dans l'Etat de l'Haryana. Actuellement, le métro de Delhi dessert les principales zones de l'Haryana (notamment Gurugram, Ballabhgarh et Bahadurgarh). Le nouveau corridor Rithala - Kundli permettra d'améliorer la connectivité avec le nord de l'Etat, en ajoutant 21 nouvelles stations au réseau. Cette extension diminuera les temps de trajets entre Delhi et l'Haryana, L'approbation de ce projet témoigne des efforts déployés par l'Inde pour développer et moderniser les infrastructures de transport urbain, en particulier dans la région de la capitale (Delhi NCR).

Cette extension s'inscrit dans l'objectif plus large de l'Inde de réduire la congestion routière, d'améliorer la qualité de l'air et de promouvoir l'utilisation des transports publics. Au total, la phase IV d'extension du métro de Delhi prévoit le développement de 65 km supplémentaires de réseau, réalisés à 55 % à ce jour. Le réseau de Delhi compte à ce stade 392 km, 12 lignes et 288 stations.

[En savoir plus](#)

## **L'association des Ateliers de Cergy, avec le soutien de la France, a organisé un atelier international sur la gestion de l'eau et l'urbanisation à Hyderabad**

Les Ateliers de Cergy, une association à but non lucratif fondée par les urbanistes de la Ville Nouvelle de Cergy-Pontoise, organisent des ateliers de production collective en France et à l'international, au service de projets territoriaux. Du 25 novembre au 6 décembre, l'association a organisé conjointement avec le Gouvernement du Telangana un atelier sur la gestion durable de l'eau à Hyderabad, avec le soutien de la France. L'événement a réuni une quinzaine d'experts internationaux de profils variés pour proposer des approches innovantes pour relever les défis liés à la gestion de l'eau dans le contexte d'urbanisation croissante et d'étalement urbain à Hyderabad., en mettant particulièrement l'accent sur la restauration des rivières et le développement d'infrastructures urbaines durables en matière d'eau.

L'initiative s'est notamment concentrée sur un projet de régénération de la rivière Musi dans sa traversée d'Hyderabad, visant à redonner à cette rivière son rôle écologique et économique. Ce projet fait partie d'un effort plus large pour améliorer les systèmes d'approvisionnement en eau de la ville, promouvoir des pratiques de gestion durable et répondre aux défis posés par l'urbanisation et le changement climatique.

L'atelier a été l'occasion de développer les échanges entre l'Inde et la France dans le domaine de l'eau, facilitant le partage de connaissances et d'expériences, et l'identification de futurs projets de collaboration dans un contexte indien de pollution des masses d'eau et de croissance de la fréquence des épisodes de pénurie d'eau.

Cet atelier a bénéficié du soutien de l'Ambassade de France et de l'AFD dans le cadre de la coopération bilatérale pour le développement urbain durable.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

## **46 % des logements construits dans le cadre du programme *Housing for All* pour les citadins les plus pauvres restent vacants**

Un rapport de la commission permanente du logement et des affaires urbaines révèle que 46 % des maisons construites dans le cadre du programme *Pradhan Mantri Awas Yojana - Urban* (PMAY-U) pour les ménages les plus pauvres restent vacantes. Ce programme phare du Ministère du Logement et des Affaires Urbaines (MoHUA), lancé en 2015, visait la construction de 20 millions de logements urbains pour les classes populaires, via des subventions variant en fonction de la situation économique du ménage (entre 1 000 USD et 3 000 USD par logement). À ce jour, 11 millions de projets ont été approuvés (dont 9,7 millions achevés), et le gouvernement a décidé de prolonger le programme pour cinq ans supplémentaires (PMAY-U 2.0) afin d'atteindre l'objectif initial.

Le rapport identifie plusieurs raisons à ce taux de vacance élevé, notamment des infrastructures incomplètes manquant d'équipements de base (eau courante, installations sanitaires, desserte routière), ce qui dissuade certains bénéficiaires de s'y installer, ainsi que des retards dans l'attribution des logements. Il souligne également que certains bénéficiaires ont du mal à assumer les coûts liés à la vie dans ces nouveaux logements, ce qui contribue à leur inoccupation. Dans le cadre du lancement de la phase 2 du programme, le rapport recommande d'améliorer les infrastructures, de rationaliser le processus d'attribution et d'augmenter le niveau de subvention, jugé insuffisant face à la hausse des coûts de construction.

[En savoir plus](#)

## Environnement

### Pakistan

#### Lancement d'une coopération entre la France et le Pakistan sur la qualité de l'air à Lahore

Une délégation composée de représentants d'Airparif, du Syctom, de l'Agence Française de Développement (AFD), du service économique et de l'ambassade de France s'est rendue du 16 au 19 décembre au Pakistan pour le lancement d'un nouveau programme d'assistance technique visant à lutter contre la pollution de l'air et le smog dans la région de Lahore.

Ce déplacement s'inscrit dans le cadre d'un FEXTE (Fonds d'expertise technique et d'échanges d'expériences) qui prévoit l'octroi d'une subvention de 1,2 M € pour étudier l'amélioration de la qualité de l'air sous l'angle de la mobilité urbaine et de la gestion des déchets.

A l'occasion de cette mission, une Déclaration d'intention a été signée entre l'Ambassadeur de France au Pakistan, Nicolas Galey, et le Président du département du Plan et du Développement (*Planning and Development Board*), Nabeel Awan, dans laquelle les deux parties réaffirment leur engagement pour des villes plus durables et saines, avec des impacts positifs sur la santé publique, l'économie et l'environnement.

[En savoir plus](#)

#### L'Inde propose un fonds multilatéral dans le cadre de la cinquième session de négociations pour approuver un traité international contre la pollution plastique

Lors de la cinquième session du comité de négociation intergouvernemental (CIN-5) à Busan, en Corée du Sud, l'Inde a proposé la création d'un fonds multilatéral dédié pour aider les pays en développement à lutter contre la pollution plastique. Ce fonds aurait pour but d'aider les nations disposant de ressources limitées à transitionner vers des alternatives durables au plastique sans entraver leur croissance économique. La proposition de l'Inde souligne que de nombreux pays en développement n'ont pas les

capacités financières et infrastructurelles nécessaires pour lutter efficacement contre la pollution plastique.

Le fonds proposé soutiendrait la gestion des déchets, les infrastructures de recyclage et la recherche de solutions de remplacement du plastique, afin que les pays en développement puissent respecter les normes environnementales mondiales. Il les aiderait à adopter des pratiques durables sans subir de revers économiques. Le fonds s'attachera à créer des conditions équitables, en veillant à ce que les pays en développement ne soient pas pénalisés pour leur dépendance à l'égard du plastique.

La proposition de l'Inde a reçu le soutien de plus de 100 pays, en particulier en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes. Elle s'est toutefois heurtée à la résistance des pays développés, notamment des États-Unis et de l'Union européenne, qui préfèrent réaffecter des fonds existants plutôt que d'en créer de nouveaux. Il est à noter qu'aucun accord n'a été conclu lors de la CIN-5.

[En savoir plus, en savoir plus, en savoir plus](#)

## Numérique

### Bangladesh

#### Les autorités bangladaises annulent un projet de transit de bande passante vers les Etats du nord-est de l'Inde

Deux entreprises bangladaises (Summit Communications et Fiber at home), en partenariat avec l'indien Bharti Airtel, avaient précédemment obtenu un premier accord de la *Bangladesh Telecommunications Regulatory Commission* (BTRC). Fin 2022, Bharti Airtel avait contacté les autorités bangladaises afin d'obtenir le droit de transiter la bande passante depuis les stations d'atterrissage des câbles sous-marins de l'entreprise publique Bangladesh Submarine Cable Company (à Cox's Bazar notamment) et les sept Etats indiens du Nord-Est.

A ce jour, ces Etats sont reliés à Singapour via Chennai, soit 14 000 km pour une latence de 87 millisecondes. L'option initialement envisagée par le consortium indo-bangladais permettait, via une connexion entre Agartala (Etat indien de Tripura) et Akhaura, de réduire la distance à près de 10 000 km et 52 ms et d'engendrer une baisse des coûts importante.

Finalement, les autorités bangladaises ont décidé de ne pas autoriser ce projet. D'après certains experts, le projet n'aurait que peu bénéficié au Gouvernement du Bangladesh.

[En savoir plus](#)

#### L'Inde investit dans la recherche et la formation d'ingénieurs spécialisés dans le domaine des semi-conducteurs, mais l'ampleur reste limitée

Au cours des dix dernières années, les investissements du gouvernement indien totalisent 290 M USD (dont 30 % ces trois dernières années) dans la R&D et 35 M USD dans la formation. Selon le rapport du *SemiconIndia Future Skills Talent Committee*, environ 125 000 ingénieurs spécialisés en conception de semi-conducteurs

travaillaient en Inde en 2022. De plus, des estimations du *Semiconductor Industry Association* (SIA) et du Boston Consulting Group (BCG) suggèrent que les ingénieurs indiens représentaient environ 19 % de la main-d'œuvre mondiale dans la conception des semi-conducteurs.

Dans le cadre de ses efforts pour renforcer l'écosystème des semi-conducteurs, le gouvernement indien a approuvé le *Modified Programme for Semiconductors and Display Fab Ecosystem* avec un budget d'environ 9,2 Mds USD en 2022 sur 6 ans. Le programme alloue jusqu'à 2,5 % de l'enveloppe totale (soit 230 M USD) pour la R&D, la formation et le développement des compétences, afin de soutenir la croissance du secteur des semi-conducteurs en Inde. De plus, environ 120 M USD ont été affectés au *Design Linked Incentive Scheme*, destiné à promouvoir la R&D des semi-conducteurs et l'industrie de la conception de puces sans usine (*fabless*) dans le pays.

[En savoir plus](#)

## L'Inde se dit ouverte à une plus grande responsabilisation des réseaux sociaux et à la gouvernance de l'IA

Le ministre de l'Électronique et des Technologies de l'Information a souligné l'engagement du gouvernement à répondre aux préoccupations en matière de protection de la vie privée et à garantir une utilisation responsable des technologies de l'IA, avec une ouverture à l'introduction de nouvelles lois pour renforcer les cadres réglementaires.

Conformément à cette vision, le gouvernement indien a lancé huit projets, accordés à des *Indian Institutes of Technology* (IIT) et autres universités à travers le pays, visant à développer des outils et des technologies au niveau national pour relever les principaux défis liés à la protection de la vie privée et à la gouvernance de l'IA. Par exemple, l'IIT de Jodhpur est chargé de développer un outil sur le thème du *Machine Unlearning*, tandis que l'institut de Raipur travaille sur une stratégie d'atténuation des biais de l'IA. Ces projets font partie de la stratégie plus large du gouvernement visant à faire de l'Inde un leader dans le développement de systèmes d'IA sécurisés, transparents et responsables. Bien que le gouvernement ait exprimé sa volonté d'explorer une nouvelle législation pour réglementer ces domaines, l'accent reste mis sur la création de solutions locales qui répondent aux défis uniques auxquels est confronté l'écosystème numérique de l'Inde.

Ces projets représentent une étape importante dans l'élaboration de l'approche de l'Inde en matière de gouvernance de l'IA, avec un potentiel d'implications mondiales plus larges notamment dans les domaines de la confidentialité des données, du déploiement éthique de l'IA et des droits numériques. Pour les parties prenantes internationales, y compris les entreprises et les gouvernements, les initiatives en cours en l'Inde en matière de gouvernance de l'IA et de responsabilité des médias sociaux offrent des possibilités de collaboration, d'innovation et d'élaboration de normes mondiales pour les technologies émergentes.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

[benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>